

TEM-CHR- 8-6-1962

LA FIN ?

Témoignage chrétien

Le président Farès dont l'habileté politique n'est plus à démontrer, n'a pas perdu son temps. Dès son installation à Rocher Noir, il multiplia les contacts avec les Européens d'Algérie, ses compatriotes. Il n'eut pas de difficultés à convaincre la bourgeoisie libérale dont le représentant le plus connu est M. Blachette, d'accepter le phénomène inéluctable de l'indépendance. Les grands hommes d'affaires ont toujours su s'adapter aux situations les plus délicates.

Quand M. Schiaffino, sénateur d'Alger, et puissant armateur, fit son entrée à Rocher Noir, M. Farès et les membres de l'Exécutif Provisoire comprirent que la partie pouvait être gagnée. Mais ce n'était un secret pour personne de savoir que les milieux économiques sont toujours les premiers à tenir compte des fluctuations politiques. Ces différentes visites constituaient donc en elles-mêmes une indication intéressante. En envoyant à Rocher Noir ses représentants les plus qualifiés, le patronat et le capitalisme algérois administraient la preuve qu'ils ne croyaient plus en une victoire finale de l'O.A.S., quand bien même l'avaient-ils longtemps souhaitée. Mais ces démarches étaient insuffisantes pour autoriser des espoirs sérieux. S'il n'était pas question pour l'Exécutif Provisoire de négocier avec l'O.A.S., rien ne l'empêchait de recevoir des Européens connus pour leurs attaches avec le mouvement séditionnel. Que Susini ait été vu ou non à Rocher Noir importe peu : il n'était pas reçu en tant que grand responsable des commandos terroristes de l'O.A.S., mais plutôt comme un représentant de la fraction dure des Pieds Noirs qui jusqu'à présent refusait de désarmer. La vieille tentation des Européens d'Algérie de s'entendre sur le terrain avec l'ennemi, sur le dos de la France, prenait jour. Ce n'est pas nous qui le déplorerons, dans la mesure où ces tentatives de conciliation peuvent permettre un retour à une paix véritable.

Durant la trêve, les Algérois ont goûté à la liberté et il n'est pas pensable que demain ils demeurent complices d'une O.A.S. qui aurait pris la terrible responsabilité de continuer à tuer.

**

On croyait définitivement compromis l'avenir des Européens d'Algérie. Dans ce pays où tout est possible, même les revers les plus spectaculaires, on vient de s'apercevoir qu'il n'en est rien. Oui, l'avenir des Européens est encore possible. Mais à condition qu'ils soient assez forts et assez lucides pour faire comprendre à l'O.A.S. qu'ils n'acceptent plus d'être solidaires du crime. Le F.L.N. a toujours démontré que le combat anti-colonialiste qu'il menait ne pouvait en aucun cas être assimilé à une lutte contre la minorité européenne. Après le cessez-le-feu, la discipline et l'étonnante maturité politique des musulmans, malgré les crimes quotidiens dont ils étaient l'objet, a démontré une fois de plus, s'il en était besoin, tout le prix que les Algériens attachaient aux accords qu'ils venaient de signer. Jusqu'à présent, les « Pieds Noirs » n'ont pas voulu prendre connaissance des accords d'Evian qui, entérinés par le C.N.R.A., contiennent des garanties formelles pour la minorité.

**

Il est grand temps pour eux de se ressaisir avant qu'il ne soit trop tard. Une chose est claire : si demain les attentats et les crimes devaient renaître, si dans le même temps les Européens devaient continuer à affirmer leur solidarité avec l'O.A.S., l'irréparable s'accomplirait.

Sitôt l'indépendance proclamée, il ne sera plus possible au F.L.N. de faire la distinction entre l'O.A.S. et les Européens d'Algérie. Le départ de ces derniers du sol algérien paraîtra alors comme une nécessité vitale. Déjà aujourd'hui les départs se multiplient. Nous avons suffisamment dit qu'un devoir élémentaire de solidarité nationale nous obligeait à accueillir convenablement et à aider ces hommes, ces femmes et ces enfants qui, pour la plupart, furent la violence. Mais notre accueil fraternel doit être particulièrement vigilant. Certains parmi ceux qui rentrent sont de véritables victimes, mais beaucoup d'autres se refusent à accepter la réalité, et risquent donc, déracinés et amers, de renforcer les rangs de tous les ennemis de la République. Il en est vraisemblablement de plus dangereux encore : n'a-t-on pas dit que l'O.A.S. profitait de ces retours massifs pour rapatrier sur le territoire national ses commandos Delta en vue d'une action future quand l'affaire algérienne sera définitivement réglée.

L'Algérie est un prétexte pour l'O.A.S. des colonels, la prise du pouvoir en France est son but ; sur le cadavre du général de Gaulle, sur la démocratie agonisante, ils veulent édifier leur régime fascisant. Il n'est pas dit qu'ils n'y parviendraient pas, si le peuple français repu et libéré de l'inquiétude algérienne, refusait à son tour de considérer la réalité en face.

Hervé BOURGES.

Au moment même où nous mettons sous presse, nous apprenons que l'ex-général Jouhaud a publié une lettre où il appelle à la fin des combats en Algérie.

Quels que soient les motifs qui aient inspiré cette publication, on ne pourra que se féliciter de cette initiative si elle permet le rétablissement d'une paix réelle outre-Méditerranée et si elle donne au Président de la République la possibilité d'accorder sa grâce à un coupable officiellement repent.